

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ils disent "violences, violences, violences" sur nos chaînes de télé pour parler d'Athènes de Salonique ou de

**Vive la jeunesse et les salariés**

Rhodes, mais

**grecs !**

- International -

Date de mise en ligne : mardi 9 décembre 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Face à l'exploitation par les capitalistes, banquiers, actionnaires fauteurs de "crise", la première explosion sociale européenne a lieu en Grèce ! Les manifestants disent pour la première fois dans un pays d'Europe, qu'ils veulent de l'argent pour l'éducation pas pour les banquiers banqueroutiers... Nous sommes solidaires !**

Ils se soulèvent contre une droite et un patronat arrogants, ils ne supportent pas que la police ait tué délibérément un jeune homme, Andréas Grigoropoulos, âgé de 15 ans. Halte à la droitisation policière des institutions, à Athènes comme ici à Paris. Les confédérations syndicales appellent mercredi 11 décembre à une grève générale dans tout la Grèce. C'est un nouveau mai 68 comme il va y en avoir partout, et en France aussi, pour dire que le cynisme des banquiers de grandes multinationales capitalistes qui ont coulé l'économie mondiale et croient qu'ils peuvent continuer à la piller comme avant, en Grèce, en France et partout, ça suffit !

Vive la jeunesse et les salariés grecs qui manifestent en ce moment et feront grève mercredi, vivent leurs revendications légitimes, non à la répression qui les frappe, et non à nos médias qui présentent déjà cela à la sauce Sarkozy comme s'ils s'agissaient de "casseurs".

Pour l'heure en France, halte aux licenciements abusifs et boursiers ! Les capitalistes français se ruent sur l'aubaine et font des plans sociaux pour faire payer LEUR crise aux salariés. Sarkozy dont c'est le monde, l'idéologie, la politique qui s'effondre, a prétendu qu'on ne pouvait empêcher les licenciements et les salaires : c'est pourtant bien cela la seule réponse à la crise, empêcher les licenciements abusifs, boursiers et sans cause réelle et sérieuse, et augmenter massivement les salaires pour permettre la relance. Il n'y a pas d'autre alternative : aucune confiance aux banques, et aux banquiers, aucune confiance aux actionnaires et aux spéculateurs ! Confiance en ceux qui travaillent et qui produisent, et qui consommeront, si on protège leur emploi face au chantage et si on leur donne immédiatement les hausses de salaires indispensables à la relance. En urgence : Smic à 1500 euros, 200 euros pour tous, et contrôle de la puissance publique par une loi d'urgence qui permette de suspendre tous les licenciements boursiers.

**Gérard Filoche**, lundi 9 décembre 2009